



**Relocalisation des Services de l'Antenne du
Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de
Bressuire**

124 boulevard de Poitiers
79300 BRESSUIRE

**CCTP - LOT01 DÉCONSTRUCTION «
SÉLECTIVE » - DÉMOLITIONS**

Dossier 23087
Phase DCE
Date de création 07/10/2024
Date d'édition 07/10/2024
Production RH
Ech



Ateliers Montarou & Associés
35 Avenue du Plateau des Glières
BP 81014 86060 POITIERS Cedex 9
Tél : 05.49.380.382
Courriel : contact@amassocies.com

Société d'architecture
2 Quai Sainte Croix
33000 BORDEAUX



SAS MOXBIM
21 Rue Claude Berthollet – Pôle République 3
86000 POITIERS
Tél : 05.49.98.37.78 - Tél : 07 69 53 78 74
E-mail : MOE@moxbim.com



SAS GANTHA
12 Boulevard Chasseigne
86000 POITIERS
Tél : 05 49 46 24 01
Courriel : contact@gantha.com

Ind	Date	Objet de la révision
0	07/10/2024	1ere diffusion

SOMMAIRE

1 DÉCONSTRUCTION « SÉLECTIVE » - DÉMOLITIONS.....	2
1.1 GÉNÉRALITÉS	2
1.1.1 RÉGLEMENTATIONS.....	2
1.1.2 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DÉMOLITION - DÉCONSTRUCTION « SÉLECTIVE ».....	2
1.1.3 TRAVAUX À RÉALISER DANS UN ÉTABLISSEMENT EN SERVICE	7
1.1.4 DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	7
1.1.5 RAPPEL POUR INFORMATION CONCERNANT LA CONNAISSANCE DES LIEUX - VISITE SUR SITE	8
1.2 OBLIGATIONS PREALABLES	9
1.2.1 D.I.C.T.	9
1.2.2 PPSPS	9
1.2.3 DÉMARCHES ET DEMANDES D'AUTORISATIONS AUPRÈS DES SERVICES PUBLICS.....	10
1.2.4 SOGED	10
1.2.5 MODE OPERATOIRE POUR DES TRAVAUX SUSCEPTIBLE DE PROVOQUER L'EMISSION DE PLOMB	10
1.3 DÉPLACEMENTS DE MOBILIERS ET ÉQUIPEMENTS.....	11
1.3.1 DÉPLACEMENT DE MOBILIERS ET ÉQUIPEMENTS POUR TRAVAUX EN LOCAUX NON OCCUPÉS	11
1.4 DÉPOSE POUR/SANS RÉEMPLOI OU EN DÉMOLITION D'OUVRAGES EXISTANTS.....	12
1.4.1 DÉPOSE POUR OU SANS REEMPLOI OU DÉMOLITION D'OUVRAGES DIVERS DE TOUS TYPES.....	13
1.4.2 DÉMONTAGE SANS RÉEMPLOI D'INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES	14
1.4.3 DÉPOSE OU DÉMOLITION DE PLAFONDS ET FAUX PLAFONDS	15
1.4.4 DÉPOSE OU DÉMOLITION DE REVÊTEMENTS DE SOL MINCES / REVÊTEMENTS MURAUX PVC.....	16
1.4.5 DÉPOSE OU DÉMOLITION D'OUVRAGES DE MENUISERIES INTÉRIEURES.....	16
1.4.6 DÉMOLITION DE CLOISONNEMENTS INTÉRIEURS	17
1.4.7 DÉPOSE POUR OU SANS RÉEMPLOI DE CLÔTURES EXISTANTES DE TOUS TYPES	18
1.4.8 DÉMOLITION DE MURS ET CLOISONS MAÇONNÉS EN SUPERSTRUCTURE	18
1.4.9 ÉLIMINATION SÉLECTIVE & TRANSPORT DES MATÉRIAUX, GRAVOIS ET DÉCHETS DE CHANTIER	18
1.5 RAPPEL DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE SUR LA PROTECTION ET LE NETTOYAGE DES OUVRAGES FINIS	19
1.5.1 PROTECTION DES OUVRAGES FINIS	19
1.5.2 NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE	20
1.6 VARIANTE N°01 : REMPLACEMENT DES CLOISONS ENTRE LES BUREAUX	21

1 DÉCONSTRUCTION « SÉLECTIVE » - DÉMOLITIONS

1.1 GÉNÉRALITÉS

1.1.1 RÉGLEMENTATIONS

1.1.1.1 Documents de référence contractuels

Les travaux de démolition ne font l'objet d'aucun DTU, ni CCTG et aucun document de référence contractuel ne peut être cité ici.

Les travaux de démolition devront par contre respecter strictement les différentes réglementations les concernant, notamment :

- les prescriptions du permis de démolir, le cas échéant ;
- les réglementations locales concernant les démolitions, ou, à défaut, les instructions des services publics concernés ;
- toutes les réglementations concernant la sécurité ;
- tous les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers, à la protection de l'environnement, aux limitations des bruits de chantier, etc.

1.1.1.2 Relations avec les concessionnaires.

Dans le cas où il existe des réseaux en service dans l'emprise des ouvrages à réaliser, l'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services concernés.

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer toutes les démarches nécessaires auprès du ou des services concernés.

Copie de toutes correspondances et autres pièces échangées avec ces services seront transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

1.1.2 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DÉMOLITION - DÉCONSTRUCTION « SÉLECTIVE »

1.1.2.1 Reconnaissance des existants.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

- Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état des existants et leurs principes constructifs ;

- la nature des matériaux constituant les existants ;
- les possibilités de démolition en fonction du site ;
- les difficultés particulières qui pourraient survenir lors des travaux ;
- et en général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

- En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- avoir visité les lieux ;

- avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures ;
- avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

- Les entrepreneurs sont réputés, avant la remise de leur offre :

- avoir apprécié exactement toutes les conditions de déconstruction ou de démolition des ouvrages ;

- avoir pris connaissance du Plan Général de Coordination « sécurité et santé » notamment pour ce qui concerne les particularités de l'opération de démolition ou de déconstruction ou de réhabilitation ;

Avoir procédé à une visite détaillée du site et apprécié toutes les sujétions résultant :

- de la configuration des abords et des accès ;
- de la présence de bâtiments contigus et/ou avoisinants à conserver ;
- de la présence et de l'éloignement de centres de stockage ou de filières locales de valorisation des matériaux de démolition ou de déconstruction à proximité de l'opération pour l'évacuation ou la valorisation des déchets ;
- des possibilités ou non de stockage provisoire, de tri ou de recyclage des déchets sur le site ;
- des possibilités d'installations des protections pour les travaux de démolition ou de déconstruction.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

1.1.2.2 Protection et sauvegarde des existants conservés mitoyens ou à proximité.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer lors de l'exécution de ses travaux aucune détérioration aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Dans le cas de travaux de démolition dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

1.1.2.3 Obligations de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient lui être imposées pour l'exécution de ces travaux de démolition.

Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires, ainsi que tous éclairages de nuit, et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

1.1.2.4 Conditions particulières aux travaux de démolition.

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents.

L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées.

Aucun trouble ne devra être en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité du voisinage.

En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

1.1.2.5 Modalité d'exécution des travaux.

Généralités

Selon le décret du 29 décembre 2020, le devis doit faire apparaître :

- * estimation de la quantité de déchets
- * modalités de gestion et d'enlèvement
- * estimation des coûts associés aux modalités d'enlèvement
- * Points de collecte en fonction de leur typologie

Dans un document qui sera soumis au visa du Maître d'Œuvre et du C.S.P.S. pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- en cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, il précisera les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en oeuvre pendant les travaux,
- l'information du maître d'oeuvre et du C.S.P.S. en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- les moyens matériels et humains mis en oeuvre pour assurer la gestion des déchets,
- la mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

Cette note méthodologique pourra être intégrée au Plan Assurance Qualité (P.A.Q.)

Les travaux de déconstruction

Quand le bâtiment a été "préparé, c'est-à-dire décontaminé et curé, il y a lieu d'entreprendre les travaux de déconstruction.

(1) - La procédure d'exécution des travaux de l'entrepreneur détaillera :

- Les modes opératoires de chacune des étapes du chantier de démolition ou de réhabilitation. Elle analysera les conséquences sur l'environnement du chantier. Les méthodes proposées devront tenir compte des recommandations et propositions figurant dans le Plan Général de Coordination établi par le Coordonnateur Santé et Protection de la Santé
- Les modes de gestion de l'élimination des déchets (mode de stockage provisoire, de tri et de traitement envisagés sur le chantier et hors chantier).

(2) - Stockage provisoire

Le stockage provisoire (sur le site) de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à :

- respecter la santé et la sécurité des travailleurs
- éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

(3) - L'entrepreneur apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination finale des matériaux (traçabilité) et de sa conformité à la réglementation.

(4) - Période de préparation

Pendant la période de préparation du chantier, l'entrepreneur soumettra au visa du maître d'oeuvre, du pilote de chantier ou du coordonnateur S.P.S. :

- La procédure d'exécution
- Le P.P.S.P.S.
- la note méthodologique décrivant la procédure retenue pour l'élimination des déchets (méthodes de tri, moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité des déchets, lieux d'évacuation...) leur permettant de vérifier que les moyens prévus permettent d'atteindre les objectifs assignés par le marché :
- Incidences sur l'organisation et le plan d'installation de chantier
- Définition des modalités de communication avec les riverains, avant et pendant le chantier.
- Mise au point du programme de sensibilisation, d'information de formation des personnels des entrepreneurs présents simultanément.
- Définition des modes d'exécution.
- Définition des itinéraires pour le transport des déchets de démolition jusqu'à leur destination finale.
- Moyens prévus pour réduire le volume des déchets de construction en cas de réhabilitation.

(5) - Interdictions

Sur le chantier, il sera strictement interdit :

- de brûler des déchets sur le chantier,
- d'abandonner ou d'enfouir des déchets hors des filières réglementaires,
- de mettre en décharge dite de classe 3 des déchets non inertes.

1.1.2.6 Installations de chantier.

Un chantier de déconstruction est régi par les mêmes règles que tous chantiers de bâtiment en matière d'installation générale de chantier, en application du décret du 8 janvier 1965 et du décret du 6 mai 1995 (au titre des cantonnement, vestiaires, réfectoires, sanitaires,... pour les personnels).

1.1.2.7 Bruits de chantier.

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

1.1.2.8 Salissures du domaine public.

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

1.1.2.9 Coupures des branchements.

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres.

1.1.2.10 Responsabilités de l'entrepreneur.

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

1.1.2.11 Prescriptions techniques.

Méthodes de démolition

Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public ;
- la conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties ;
- la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité ;
- l'étanchéité des constructions contiguës ;
- et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

En ce qui concerne l'emploi d'explosifs pour les démolitions, il est spécifié ici : l'emploi d'explosif est interdit.

Consistance des travaux

Les travaux comprendront la démolition complète des ouvrages y compris toutes les installations et équipements intérieurs quels qu'ils soient.

Tous les gravois seront triés selectivement, mis en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux et éliminés selectivement au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition, vers un centre de stockage et/ou centre de regroupement et/ou unité de recyclage, à toute distance et par tous moyens, vers lesquels seront susceptible d'être acheminés les différentes catégories de déchets, en fonction de leur typologie.

Dans le cas où le maître d'œuvre en donnerait l'ordre, les matériaux et gravois susceptibles d'être utilisés comme remblai, seront à transporter à des endroits qui seront alors indiqués à l'entrepreneur.

Les travaux comprendront, en outre, le cas échéant :

- la vidange des fosses éventuellement rencontrées au cours des travaux, leur nettoyage et leur désinfection à la chaux vive ;
- la sauvegarde des câbles et canalisations éventuellement rencontrés dans les conditions précisées ci-après ;
- le comblement de puits ou puisards éventuellement rencontrés.

Les caves rencontrées seront comblées avec des matériaux de démolition aptes à cet usage, et ne comprenant pas d'éléments de dimension supérieure à 0,10 m dans leur plus grande dimension.

Prescriptions d'exécution

Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc., ainsi que tous étalements, étrésillonnements, etc., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou matériaux de démolition.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

Sauvegarde des canalisations et câbles éventuellement rencontrés

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés.

Il devra le cas échéant, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avertir immédiatement le maître d'œuvre et les services techniques compétents.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de la canalisation ou câble rencontré.

Présence de réseaux publics

L'entrepreneur prendra, le cas échéant, en temps utile, tous les contacts nécessaires avec les services concernés pour les déposes ou dévoiements éventuels de réseaux risquant de se trouver dans le champ des activités de démolition.

Travail en hauteur

Tout travail en hauteur comporte des risques.

L'entrepreneur devra faire respecter les règles de circulation sur toiture, conformément à la recommandation R343 « Travaux sur toiture en matériaux peu résistants » de la CNAMTS.

1.1.2.12 Récupération de matériels, matériaux et équipements.

Certains matériaux de récupération seront à laisser à la disposition du maître de l'ouvrage.

Ces matériaux qui sont définis ci-après, seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier, aux emplacements qui lui seront indiqués en temps opportun.

Les sujétions et frais de cette récupération font partie intégrante du prix forfaitaire du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

Les matériels et matériaux à récupérer, le cas échéant, sont définis au descriptif ci-après.

1.1.2.13 Sauvegarde des constructions existantes à proximité.

Les travaux de démolition sont à réaliser à proximité de constructions existantes occupées.

En conséquence, l'entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

Utilisation de gros engins

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution des travaux.

En tout état de cause, il est ici formellement spécifié que l'utilisation de tels engins ne devra en aucun cas :

- causer des vibrations d'une ampleur telle qu'elles seraient perceptibles dans les bâtiments existants ;
- entraîner par suite des manœuvres et des vibrations, des désordres, si minimes soient-ils, aux constructions existantes.

Sauvegarde des constructions existantes

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel toutes les constructions existantes à proximité, pouvant subir du fait de ses travaux, directement ou indirectement, des dommages ou des désordres.

Constructions mitoyennes ou contiguës

Toutes dispositions particulières devront être prises par l'entrepreneur pour sauvegarder les constructions mitoyennes ou contiguës au chantier de démolition, et ce avant, pendant et après les travaux de démolition.

Dans le cadre de ces dispositions, l'entrepreneur aura notamment à sa charge, le cas échéant :

- la mise en place de tous étalements et autres qui s'avéreront nécessaires et leur maintien pendant la durée nécessaire ;
- le descellement avec soins de tous les bois ou autres scellés dans les murs mitoyens, et le rebouchement immédiat des trous de scellement ;
- la conservation, si nécessaire, de certains murs perpendiculaires taillés en contrefort lors de leur démolition, l'exécution d'un glacis en béton sur le dessus de ces contreforts, l'exécution d'un crépi brut au mortier sur les autres faces ;
- le rebouchement de toutes niches, placards ou autres existants éventuellement dans ces murs mitoyens ;
- toutes reprises de maçonnerie nécessaires, le cas échéant ;
- le coupement soigné des murs perpendiculaires au mitoyen avec dressement par un enduit au mortier au nu fini du mur ;
- et toutes autres dispositions qui s'avéreraient nécessaires.

En résumé, l'entrepreneur aura implicitement à sa charge toutes les dispositions nécessaires pour assurer et garantir dans tous les cas la sauvegarde et le maintien sans dommages des ouvrages mitoyens pendant et après l'exécution des démolitions.

1.1.2.14 Mise à disposition des matériaux et autres à récupérer.

Triage, coltinage et mise en dépôt avec soin dans l'enceinte du chantier aux emplacements indiqués tous les matériels et matériaux devant être récupérés par le maître d'ouvrage.

1.1.2.15 Gestion des déchets de chantier.

La gestion des déchets se fera en conformité avec la loi 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un tri sélectif des déchets devra être réalisé sur le chantier ou en centre de tri hors chantier, suivant la nomenclature :

- « Déchets inertes » tels que les gravats, les bétons, les ardoises, les pierres, les terres cuites, etc.
- « Déchets industriels banals » tels que les revêtements de sols et de murs, les bois, les plastiques (emballages, tuyaux), etc.
- « Déchets industriels spéciaux » tels que les résidus de peinture, les pots de colles, de joints, les déchets contenant de l'amiante libre, etc.
- « Emballages » tels que housses PVC, ou PE, les cartons les palettes, etc.

Les déchets devront ensuite suivre un traitement adapté (recyclage, incinération, vitrification, etc.) ou être orientés vers une installation de stockage

de classe I, II ou III. Si le tri n'est pas possible sur le chantier, les déchets seront orientés vers des centres de regroupement ou de tri, des structures acceptant les déchets en mélange.

L'entreprise doit choisir les solutions de traitement respectueuses de la réglementation, préciser le mode de gestion et d'élimination et fournir une évaluation quantitative de ses déchets.

Remarque : Les gravois inertes des travaux de démolition seront à évacuer au fur et à mesure au port autonome de La Rochelle.

Obligations en matière de tri préalablement à l'enlèvement des gravois, déchet ou détrit (la liste donnée ci-après n'est pas exhaustive et n'a pour vocation que de servir d'aide mémoire).

- Déchets inertes :
 - les terres non polluées,
 - les bétons ou maçonneries de parpaings,
 - les briques en terre cuite,
 - les tuiles et ardoises naturelles,
 - les carrelages et faïences,
 - les appareils sanitaires,
 - les verres,
 - etc.
 - Déchets industries banals (bois non traités) :
- palettes,
 - contreplaqué,
 - planches,
 - plinthes et habillages en bois,
 - bois de menuiseries extérieures et occultations,
 - bois de menuiseries intérieures,
 - etc.
- Déchets industries banals (métaux) :
 - canalisations de chauffage et corps de chauffe,
 - canalisations de plomberie (hors éléments en plomb),
 - gaines de VMC, cerclages, fils électriques,
 - treillis soudé et armatures de béton,
 - menuiseries extérieures et occultations, le cas échéant,
 - menuiseries intérieures, le cas échéant,
 - gaines diverses, le cas échéant,
 - etc.
 - Déchets industries banals (divers) :
- bois (de toutes natures),
 - plastique (compris sacs) et PVC,
 - polystyrène,
 - laine de verre et laine de roche,
 - les revêtements de sols souples (thermo ou moquettes),
 - cloisons et contre cloisons en plaques de plâtre,
 - cloisons et contre cloisons en carreaux de plâtre,
 - les plâtres,
 - etc.
- Déchets industriels spéciaux :
 - paratonnerre,
 - détecteurs incendie (cartouches, sprinklers, etc),
 - tubes néons,
 - protection de parois et de sols de locaux médicaux radiologiques,
 - etc.
 - solvants, le cas échéant,
 - acides, le cas échéant,
 - hydrocarbures, le cas échéant,
 - bois traités, le cas échéant,
 - cartons ou papiers souillés, le cas échéant,
 - etc.
 - Déchets dangereux (déchets amiantés) :
 - amiante. (Les déchets d'amiante liée sont admis dans les décharges pour déchets inertes classe III depuis l'arrêté 2006-302 du 15 mars 2006).
 - Déchets dangereux (terres polluées) :
 - terres polluées et contaminées.
 - Déchets dangereux (plomb et divers) :
 - résidus de colle, le cas échéant,
 - résidus de peinture, le cas échéant,
 - plomb, le cas échéant.

1.1.2.16 Enlèvement des matériaux déposés et des gravois.

La loi 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination de déchets et ICPE (modifiant la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975) précise les obligations de l'entreprise en matière d'enlèvement des gravois, déchets et détrit.

Ces obligations induisent un tri sélectif des gravois, déchets et détrit.

Les prix du marché comprendront implicitement la descente des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, le tri sélectif ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, droits éventuels, etc., qui seront à sa charge.

Les bordereaux de suivi des déchets de toutes natures seront établis et suivis par l'entrepreneur et remis au Maître d'Ouvrage.

1.1.2.17 Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets.

Le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) constitue le document de référence à tous les intervenants (maîtres d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre,...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise expose et s'engage sur notamment :

- Sur la nature et l'évaluation de la quantité des différentes catégories de déchets de chantier ;
- A la gestion sur le site des différentes catégories de déchets de chantier ;
- Sur les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différentes catégories de déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations etc....) ;
- A indiquer les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différentes catégories de déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- A informer, en phase travaux, le coordonnateur SPS quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- A indiquer les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,
- A indiquer les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.
- A mettre en place des bennes de tri avec signalisation visible des déchets à déposer. Les bennes seront vidées avant tout débordement.
- A établir les bordereaux de suivi d'élimination des déchets de toutes natures.

1.1.3 TRAVAUX À RÉALISER DANS UN ÉTABLISSEMENT EN SERVICE

Les travaux sont à réaliser dans l'enceinte d'un établissement existant en service.

Les différents services de cet établissement devront pouvoir fonctionner normalement pendant la durée des travaux.

Les entrepreneurs devront donc prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement.

1.1.3.1 Sécurité des personnes.

Toutes dispositions devront être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

1.1.3.2 Protection et sauvegarde des abords du chantier.

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement des terres ou gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par les entreprises à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

1.1.3.3 Clôtures intérieures des zones de chantier.

Comme il est dit ci-avant, le chantier est situé à l'intérieur de l'enceinte d'un établissement en service.

Dans ces conditions et afin de limiter dans la mesure du possible les perturbations au fonctionnement normal d'une part, et pour assurer la sécurité des personnes d'autre part, il sera nécessaire d'installer les clôtures provisoires de chantier.

Ces clôtures devront isoler les zones de chantier à l'intérieur de l'enceinte au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases de travaux.

Ces clôtures pourront être réalisées au choix de l'entrepreneur soit en grillage, soit en bardage, elles auront une hauteur minima de 2 m au-dessus du sol, et elles comporteront les portes nécessaires.

L'entrepreneur aura à sa charge :

- l'installation des clôtures comprises toutes fournitures ;
- l'entretien de ces clôtures pendant la durée du chantier ;
- la dépose et l'enlèvement des clôtures en fin de chantier et la remise en état d'origine du terrain à l'emplacement.

Ces clôtures seront mises en place à la demande du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases du chantier, et leurs tracés seront mis au point par l'entrepreneur et le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage au début des travaux, et en cours de travaux.

1.1.3.4 Frais consécutifs aux prescriptions du présent article.

Les frais consécutifs aux prescriptions du présent chapitre seront implicitement compris dans le prix des marchés.

1.1.4 DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

1.1.4.1 DOE (dossier des ouvrages exécutés).

L'architecte collecte le rapport final d'intervention (RFI) comprenant :

- le plan de retrait ou d'encapsulage (PRE) et ses éventuels additifs,
- le journal de chantier,
- le recueil des PV et analyses, consignations, etc...
- les CAP des déchets

- les BSDA et BSDI des différents déchets,
- les certificats d'élimination des déchets
- le PV de réception et les levées de réserves
- un plan faisant apparaître les MCA retirés, encapsulés ou non retirés.
- les documents de chantier sur lesquels sont notamment consignés les remarques faites aux entreprises quant à la qualité d'exécution et quant à la correction des défauts signalés par les bureaux de contrôle ;
- les documents classés relatifs aux garanties contractuelles particulières et assurances en vigueur ;
- le recueil des autorisations diverses (voirie, concessionnaires, etc) de la responsabilité du Titulaire ;
- les fichiers permettant l'identification complète des entreprises contractantes, sous-traitants, fournisseurs ;
- l'ensemble des plans et schémas qui ont été établis pour l'exécution des ouvrages, mis à jour avec la mention "conforme aux ouvrages exécutés" certifiée par le Titulaire ;
- les spécifications techniques détaillées (STD) organisées en vue d'une exploitation aisée, avec mention "conforme aux ouvrages exécutés" certifiée par le Titulaire ;
- les notes de calcul qui ont servi en phase de construction, et qui peuvent être utiles en cas de transformation des ouvrages, ou en cas de contentieux mettant en jeu la responsabilité des constructeurs ;
- les pièces contractuelles et, dans la mesure où leur connaissance est utile à l'exploitation des ouvrages, les pièces établies par l'entrepreneur.

Les zones où l'amiante est conservée doivent être signalées sans ambiguïté, chaque fois que possible, dans les locaux concernés.

La norme XP X 46-023 définit la méthodologie de réalisation des plans ou croquis.

Rappel : l'ensemble des travaux définis ci-avant sera adapté à la réglementation en vigueur et notamment au dernier décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Les entreprises présenteront leur Dossier des Ouvrages Exécutés selon la procédure suivante :

- Le contenu :
 - le sommaire
 - les derniers plans d'exécution indiqués « DOE »
 - les fiches techniques des matériaux et matériels employés avec nomenclature des matériels
 - Les notes de calcul
 - les PV d'essais, les certificats
 - Un manuel d'exploitation
 - Un manuel d'entretien
 - la liste des fournisseurs avec leurs coordonnées
 - les avis techniques
 - les avis de l'organisme de contrôle
 - les levées de réserves faites par l'organisme de contrôle
 - une copie du CCTP marché avec une note descriptive des modifications apportées au CCTP
- Formats des plans et dessins techniques :

Les plans originaux respecteront les formats de la Norme E 04 (formats normalisés A0, A1, A2, A3, A4).

Les plans seront pliés au format A4.

Les plans de la clé USB seront au format DWG compatible Autocad et PDF.

Les pièces graphiques et écrites seront établies en **trois exemplaires papiers et une clé USB** par les entrepreneurs et seront **adressées à l'architecte au plus tard 30 jours suivant la date de la réception des ouvrages.**

L'architecte usera de tous les moyens dont il dispose, jusqu'à la mise en demeure, pour obtenir les pièces nécessaires à la constitution du DOE. La carence de l'entrepreneur conduit le Maître d'Ouvrage, informé par l'architecte, à user des moyens dont il dispose (exemple : *mise en demeure, retenue sur le prix des travaux...*) pour contraindre ce professionnel défaillant à s'acquitter de ses obligations.

1.1.4.1.1 Compris dans le montant du marché.

1.1.5 RAPPEL POUR INFORMATION CONCERNANT LA CONNAISSANCE DES LIEUX - VISITE SUR SITE

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis son offre :

- s'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui leur sera livré ;
- avoir pris parfaite connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, etc..., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations
- la disposition des locaux en ce qui concerne les possibilités d'isolement ;
- les équipements et matériels existants dans les locaux, à déplacer ou à laisser en place, et tous autres éléments pouvant amener des contraintes lors de l'exécution des travaux ;
- etc.....

Lors de cette visite des lieux, il aura pris connaissance de l'état de la ou des construction(s) en général, et plus particulièrement de tout ce qui peut avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

L'offre de l'entreprise sera donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

1.2 OBLIGATIONS PREALABLES

Réalisation de toutes les prestations de préparation du chantier, depuis la visite préalable sur site jusqu'au début des travaux préparatoires, comprenant notamment :

- la visite préalable et l'établissement du dossier et plan de prévention ;
- l'établissement de toutes les pièces à fournir pendant la période de préparation comprenant :

→ les plans d'exécution des ouvrages ;

→ le plan de retrait ;

→ le PPSPS ;

→ le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) ;

→ l'établissement du plan de zonage, s'il y a lieu et toutes autres prestations nécessaires à la préparation du chantier.

Mise en place à l'extérieur de la zone d'une signalisation permanente bien visible donnant toutes indications sur la nature des travaux en cours et sur la présence d'amiante et avec interdiction d'accès à toute personne non autorisée.

1.2.1 D.I.C.T.

Avant de commencer des travaux à proximité de réseaux souterrains ou aériens, toute entreprise (y compris si elle intervient en qualité de sous traitant ou de co- traitant) doit :

- Obligatoirement adresser dans les délais prescrits une DICT à chaque exploitant ou services intéressés suivant nécessité, pour :

- Occupation du domaine public

– Présence de conduites d'eau potable et d'égout

– Présence de câbles et d'ouvrages EDF

– Présence de câbles LGD

– Présence de canalisations GDF

– Présence de câbles France Telecom ou autres concessionnaires

- Vérifier que chaque exploitant y a bien répondu ;

- S'assurer que le responsable du chantier est en possession des plans et qu'ils sont exploitables.

L'entrepreneur fournira au Maître d'Oeuvre la copie de la déclaration d'intention des travaux et des observations formulées par les différents services contactés

- Voir « Clauses Communes à Tous les Lots ».

1.2.1.1 Compris dans le montant du marché.

1.2.2 PPSPS

Délais

L'entrepreneur (sous-traitants inclus) dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (ou l'entrepreneur) pour établir le PP SPS.

Dans le cas de travaux de second œuvre de bâtiment ou de travaux accessoires d'une opération de génie civil, le délai de 30 jours est ramené à 8 jours dès lors qu'il ne s'agit pas de travaux comportant des risques particuliers.

Contenu du PPSPS :

- Les nom et adresse de l'entreprise.
- La description des travaux et méthodes de travail en faisant ressortir :
- Les modalités de prise en compte des mesures de coordination générale définies par le coordonnateur.
- Les mesures d'hygiène et les locaux destinés au personnel mis en place ou à disposition tels que prévus dans le plan général de coordination.
- L'organisation des premiers secours de l'entreprise avec notamment le matériel médical disponible, les sauveteurs secouristes du travail présents, les mesures prises pour l'évacuation des blessés dans le cadre du plan général de coordination.

La partie description des travaux est la plus importante du plan ; elle doit être accompagnée d'une analyse détaillée des risques liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations, à l'utilisation de substances ou de préparations dangereuses, aux circulations et déplacements sur le chantier.

Envoi et consultation

Avant le début des travaux, un PP SPS est adressé :

- au coordonnateur SPS, par chacune des entreprises ;
- au maître d'ouvrage dans le cas d'une entreprise seule.

Le PP SPS peut être consulté pour **avis** :

- par le médecin du travail ;
- par les membres du CHSCT ou, à défaut, les délégués du personnel.

Seuls les entrepreneurs chargés du **gros œuvre** ou du **lot principal**, ainsi que ceux appelés à exécuter des travaux présentant des risques particuliers, adressent un exemplaire du PP SPS avec les avis précités :

- à l'inspecteur du travail ou fonctionnaire assimilé ;
- aux chefs des services de prévention des CARSAT ;
- à l'agence régionale de l'OPPBTP.

Le PP SPS peut être consulté :

- par les membres du CISSCT (Collège inter entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail) ;
- par le médecin du travail ;
- par les représentants des services de prévention des CARSAT ;
- par le représentant de l'OPPBTP ;
- par l'inspecteur du travail ou le fonctionnaire assimilé.

Au moins un exemplaire du PP SPS est tenu en permanence à jour sur le chantier par chacune des entreprises.

Cet exemplaire est conservé par l'entrepreneur pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

Conformément à la loi du 31 décembre 1993 (décret d'application du 26 décembre 1994), l'entrepreneur devra se conformer aux exigences du coordinateur S.P.S. (Sécurité et Protection de la santé) et tenir compte de ses demandes, sans supplément de prix. L'entrepreneur devra intégrer dans son offre tous les coûts induits par les prestations décrites dans le PGC joint au dossier.

Tous les frais de l'entrepreneur consécutifs aux prescriptions du présent article font implicitement partie du prix du marché.

1.2.2.1 Compris dans le montant du marché.

1.2.3 DÉMARCHES ET DEMANDES D'AUTORISATIONS AUPRÈS DES SERVICES PUBLICS

L'entrepreneur du présent lot prendra possession du terrain dans l'état actuel seulement après établissement d'un constat contradictoire avec les responsables de la collectivité territoriale, pour la voirie.

L'entrepreneur effectuera toutes les démarches auprès des services administratifs et techniques des collectivités territoriales concernées afin d'obtenir toutes les informations et autorisations nécessaires à l'exécution de ses travaux (assainissement, caniveau, bordure, autorisation de voirie, etc...). Il devra également la mise en place et l'entretien des signalisations réglementaires de chantier ainsi que celles demandées sur les permissions de voirie et autorisations de travaux, pendant son intervention.

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer, en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires pour l'utilisation du domaine public, tel que :

- droits de voirie ;
- stationnement de bennes sur le domaine public ;
- frais de stationnement ;
- mise en place des clôtures de chantier
- mise en place d'échafaudages ;
- signalisation du chantier ;
- etc., sans aucune clause limitative.

Copies de toutes ces autorisations, instructions et accords ainsi que de toutes les correspondances à ce sujet devront être transmises au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Oeuvre.

Tous les frais de l'entrepreneur consécutifs aux prescriptions du présent article sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

1.2.3.1 Compris dans le montant du marché.

1.2.4 SOGED

Etablissement du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED).

Ce prix rémunère, en particulier :

- l'évaluation de la nature et de la quantité des différentes catégories de déchets de chantier,
- la définition du mode de gestion sur le site des différentes catégories de déchets de chantier,
- la désignation des méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différentes catégories de déchets,
- la désignation des centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différentes catégories de déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- l'information, en phase travaux, du coordonnateur SPS quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- la définition des modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,
- la désignation des moyens matériels et humains mis en oeuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets.

Ce prix s'applique au forfait.

Nota : Le SOGED devra être en cohérence avec les installations de chantier détaillées dans le plan général de coordination, de sécurité et de protection de la santé (P.G.C. du C.S.P.S.).

1.2.4.1 Etablissement du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets.

1.2.5 MODE OPERATOIRE POUR DES TRAVAUX SUSCEPTIBLE DE PROVOQUER L'EMISSION DE PLOMB

Le mode opératoire doit donner tous renseignements nécessaires et toutes précisions en fonction de la nature des travaux et des conditions du chantier, parmi la liste suivante :

Page de garde, sur papier à en tête de l'entreprise

- date d'émission
- titre (plan de retrait / de confinement / mode opératoire)
- nature des matériaux
- certificat de qualification, obligatoire pour les MCA friables
- nom du Maître d'Ouvrage
- adresse du chantier
- avis du médecin du travail et du CHSCT ou à défaut du délégué du personnel

- date prévisible du début du chantier.

Renseignements administratifs

- renseignements administratifs concernant les différents intervenants tels que noms du représentant légal, du responsable de l'opération, du responsable sur le chantier, du chef de chantier, etc..., avec adresses et n° de téléphone et de télécopie, mail
- liste et adresse des organismes officiels et du médecin du travail.

Renseignements généraux concernant le chantier

- situation du chantier et de son environnement
- nature des travaux
- liste des travaux préliminaires ou préparatoires
- planning prévisionnel
- effectif du personnel, désignation des postes de travail, horaire journalier, durée du port continu des EPI, etc...
- filière d'élimination des déchets, centre d'élimination, classe, etc...
- contraintes spécifiques au chantier le cas échéant.

Le mode opératoire doit être :

- Annexé au document unique d'évaluation des risques;
- Soumis, lors de son établissement ou de sa modification, à l'avis du médecin du travail, du CHSCT
- Transmis à l'inspection du travail, à la Carsat et, le cas échéant, à l'OPPBT dont le ressort territorial est :
 - Celui du lieu d'intervention :
 - Lors de la première mise en œuvre du mode opératoire, quelle que soit la durée de l'intervention,
 - lors de la mise à jour du mode opératoire
 - Pour toute intervention supérieure à 5 jours
 - Celui de l'établissement :
 - Lors de la première mise en œuvre du mode opératoire, quelle que soit la durée de l'intervention,
 - Lors de la mise à jour du mode opératoire.

1.2.5.1 Mode opératoire pour des travaux susceptible de provoquer l'émission de plomb

Le mode opératoire sera également diffusé aux intervenants concernés par la réalisation des travaux comme le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle et bien évidemment, le maître d'ouvrage.

La rédaction du mode opératoire est de la responsabilité de l'entreprise de travaux qui doit exposer au sein de ce document la méthodologie d'intervention de façon spécifique, en y intégrant une évaluation exhaustive des risques susceptibles d'être rencontrés pendant les travaux.

Le mode opératoire doit être connu de tout intervenant et tenu à disposition au sein du registre de chantier.

Le délai de minimum 1 mois devra être respecté avant le début des travaux.

Ce document doit au moins préciser pour chaque processus :

- La nature de l'intervention;
- Les matériaux concernés;
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mise en œuvre et du respect de la VLEP ;
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mise en œuvre;
- Les notices de poste;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes que se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements;
- Les procédures de gestion des déchets ;
- Les durées et le temps de travail déterminés en fonction des vacations.

Si des matériaux et peintures ont été diagnostiqués, alors le soumissionnaire devra formaliser (avec ou sans le retrait des matériaux) et respecter les règles élémentaires pour que la réalisation du chantier se fasse dans des conditions de sécurité optimales pour les salariés du soumissionnaire et le voisinage. Se reporter, entre autres :

- Fiche de Sécurité maladies professionnelles - plomb, OPPBT n° en vigueur au moment du présent projet ;
- Cahier de CSTB n° en vigueur au moment du présent projet le plomb dans l'habitat ancien - diagnostic et techniques de réduction des risques ;
- Brochure de 1TNRS Intervention sur les peintures contenant du plomb. Prévention des risques professionnels d'avril 2003.

Dossier diagnostic plomb avant travaux joint au présent dossier DCE.

1.3 DÉPLACEMENTS DE MOBILIERS ET ÉQUIPEMENTS

Les locaux sont prévus vidés par le maître d'ouvrage. Toutefois les locaux peuvent contenir des produits, mobiliers, etc,... subsistants non déménagés.

1.3.1 DÉPLACEMENT DE MOBILIERS ET ÉQUIPEMENTS POUR TRAVAUX EN LOCAUX NON OCCUPÉS

Déplacement de mobiliers dans locaux non occupés au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans les différents locaux pour permettre l'exécution des interventions, suivant les différentes phases de travaux.

1.3.1.1 Sans objet - Dépose sans réemploi des mobiliers divers et variés à charge de la Maîtrise d'Ouvrage.

POUR INFORMATION : L'enlèvement ou déplacement des mobiliers et équipements divers (tables, tringles, rails, etc...), le transport ou coltinage et la remise en place en fin de travaux le cas échéant sera à la charge de la Maîtrise d'Ouvrage.

Localisation :

Ensemble des mobiliers et équipements pouvant se trouver dans la ou les zone(s) d'intervention :

- Dans l'ensemble de la zone des travaux dans le l'établissement

1.4 DÉPOSE POUR/SANS RÉEMPLOI OU EN DÉMOLITION D'OUVRAGES EXISTANTS

Méthodes de démolition :

Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- la sécurité du personnel et la sécurité du public ;
- la conservation sans dommages des propriétés voisines bâties ou non bâties ;
- la protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité ;
- l'étanchéité des constructions contiguës ;
- et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

En ce qui concerne l'emploi d'explosifs pour les démolitions, il est spécifié ici : l'emploi d'explosif est interdit.

Consistance des travaux :

Les travaux comprendront la démolition complète des ouvrages y compris toutes les installations et équipements intérieurs quels qu'ils soient.

Tous les gravois seront enlevés à la décharge publique à toute distance et par tous moyens.

Dans le cas où le maître d'œuvre en donnerait l'ordre, les matériaux et gravois susceptibles d'être utilisés comme remblai, seront à transporter à des endroits qui seront alors indiqués à l'entrepreneur.

Les travaux comprendront, en outre, le cas échéant :

- la vidange des fosses éventuellement rencontrées au cours des travaux, leur nettoyage et leur désinfection à la chaux vive ;
- la sauvegarde des câbles et canalisations éventuellement rencontrés dans les conditions précisées ci-après ;
- le comblement de puits ou puisards éventuellement rencontrés.

Les caves rencontrées seront comblées avec des matériaux de démolition aptes à cet usage, et ne comprenant pas d'éléments de dimension supérieure à 0,15 m dans leur plus grande dimension.

Prescriptions d'exécution :

Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc., ainsi que tous étalements, étréssillonnements, etc., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux.

Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou matériaux de démolition.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

Sauvegarde des canalisations et câbles éventuellement rencontrés :

L'entrepreneur devra prendre toutes précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés.

Il devra le cas échéant, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avertir immédiatement le maître d'œuvre et les services techniques compétents.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de la canalisation ou câble rencontré.

Présence de réseaux publics

L'entrepreneur prendra, le cas échéant, en temps utile, tous les contacts nécessaires avec les services concernés pour les déposes ou dévoiements éventuels de réseaux risquant de se trouver dans le champ des activités de démolition.

Récupération de matériels, matériaux et équipements :

Certains matériaux de récupération seront à laisser à la disposition du maître de l'Ouvrage.

Ces matériaux qui sont définis ci-après, seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier, aux emplacements qui lui seront indiqués en temps opportun.

Les sujétions et frais de cette récupération font partie intégrante du prix forfaitaire du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

Les matériels et matériaux à récupérer, le cas échéant, sont définis au descriptif ci-après.

Enlèvement sélectif des matériaux de démolition et gravois :

Tous les travaux prévus au descriptif ci-après comprennent le ramassage li tri sélectif le chargement par tous moyens et l'enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux de tous les matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

L'entrepreneur est contractuellement réputé, avant la remise de son offre, avoir lors de la reconnaissance des existants sur le site, procédé au contrôle des dimensions des ouvrages et constaté la nature des matériaux et l'évaluation de la quantité des différentes catégories de matériaux et déchets de chantier que représentent l'ouvrage à démolir.

— Enlèvement sélectif des déchets des travaux de dépose et de démolition en matériaux de toutes natures (sauf amiante) comprenant :

- la mise à disposition, location, maintenance, nettoyage et repli des bennes ;
- le chargement des bennes sur camion ;
- le transport au centre de stockage, de traitement et d'élimination ou unité de recyclage agréé par transporteur agréé ;
- le déchargement au centre de stockage, de traitement et d'élimination ou unité de recyclage ;
- les bons de décharge ou de prise en charge par le centre de traitement ;
- les droits de décharge et taxes de recyclage ;
- le(s) bordereau(x) de suivi de déchets ;

— Élimination sélective au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition, des matériaux et déchets résiduel vers un centre de stockage, de traitement et d'élimination, de regroupement et/ou unité de recyclage vers lesquels seront susceptible d'être acheminés les différentes catégories de déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir.

Actuellement, il existe trois classes de centres de stockage :

- Classe 1 pour les déchets spéciaux (amiante, goudrons, bois traités, etc.....) ;
- Classe 2 pour les déchets ménagers et assimilés (en particulier déchets de chantier non triés) ;

- Classe 3 pour les déchets inertes.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

Remarque : *L'entrepreneur est contractuellement réputé, avant la remise de son offre, avoir lors de la reconnaissance des existants sur le site, procédé au contrôle des dimensions des ouvrages et constaté la nature des matériaux et l'évaluation de la quantité des différentes catégories de matériaux et déchets de chantier que représentent le ou les ouvrages à démolir.*

Rappel des Articles L 541-3 et L 211-1 du Code de l'environnement.

Il est interdit :

- d'abandonner des déchets. Est considéré comme un abandon tout acte tendant, sous le couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux, à soustraire son auteur aux prescriptions de la réglementation,
- de brûler des déchets à l'air libre,
- de mélanger certains déchets (ainsi les huiles usagées, les PCB, les fluides frigorigènes, les piles, les pneumatiques, les déchets d'emballages doivent être séparés des autres catégories de déchets),
- d'enfouir des déchets non ultimes,
- de déverser, laisser écouler, rejeter, déposer des matières susceptibles de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux et la pollution des sols,
- de déverser, laisser écouler, rejeter dans les égouts un déchet qui peut perturber le fonctionnement du réseau d'assainissement ou de la station d'épuration ou présenter un risque pour le personnel d'assainissement.

RAPPEL POUR INFORMATION : Conformément à la loi du 13 juillet 1992 réglementant l'élimination des déchets entre autres, ceux de chantier, repris dans la norme NF P 03.001, les soumissionnaires tiendront compte, dans leur offre, de l'élimination de leurs déchets et gravois, en fonction :

- Du classement des matériaux du BTP ;
- Du règlement départemental ou communal sur le tri des déchets (Voir D.D.E. - DIRE - ADEME) ;
- De la nocivité des déchets telle que définie dans la norme :
 - Déchets dangereux ;
 - Déchets ménagers ;
 - Déchets inertes.

Les évacuations de gravois, en incluent le tri sélectif des matériaux.

L'entrepreneur devra se renseigner de façon précise sur les lieux de décharge possibles. Aucun supplément ne sera admis par la suite, si le lieu de décharge vient à changer en cours de travaux.

Les prix remis devront comprendre tous les relais et manutentions nécessaires.

Remarque : Les prix remis devront comprendre tous les relais et manutentions nécessaires. Les dimensions des ouvrages à démolir indiqués dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel. Il en est de même pour ce qui est des volumes, sections, surfaces et épaisseurs indiquées ci-dessus qui sont donnés à titre indicatif et qui ne sont en aucun cas contractuelles. L'entrepreneur est contractuellement réputé, avant la remise de son offre, avoir lors de la reconnaissance des existants sur le site, constaté la nature des matériaux et l'évaluation de la quantité des différentes catégories de matériaux et déchets de chantier que représentent l'ouvrage à démolir.

IMPORTANT :

L'entreprise devra prendre en compte la présence d'amiante et de plomb sur site.

En tout état de cause, l'entrepreneur devra toujours prévoir toutes les installations nécessaires pour lui permettre de réaliser ses travaux dans les règles de l'art, en respectant strictement la réglementation en vigueur.

1.4.1 DÉPOSE POUR OU SANS REEMPLOI OU DÉMOLITION D'OUVRAGES DIVERS DE TOUS TYPES

Dépose avec soin pour réemploi ou sans réemploi, selon spécifications ci-après, d'ouvrages divers de tous types en bois ou métalliques et de toutes dimensions.

Mise en place avant démolition de toutes protections nécessaires.

Dépose par tous moyens adaptés en fonction des ouvrages qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non et de leur mode de fixation compris tous travaux annexes et accessoires qui s'avéreront nécessaires à la dépose et au démontage, le cas échéant.

Les matériels et matériaux déposés seront, selon spécifications ci après :

- rangés dans l'enceinte du chantier à un emplacement défini en temps utile, pour être réemployés ultérieurement ;
- rangés dans l'enceinte du chantier à un emplacement défini en temps utile, pour mise à disposition du maître d'ouvrage ;
- acquis à l'entrepreneur et enlevés hors du chantier.

Ramassage, descente ou montée et sortie de tous les matériaux et ouvrages déposés, le cas échéant, quels qu'ils soient et des gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Travaux exécutés avec soins par tous moyens appropriés en fonction de la nature des ouvrages, de leur mode de fixation, des conditions du chantier et de son environnement, en prenant toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation, tant aux ouvrages eux mêmes, susceptibles de réemploi, qu'aux ouvrages environnants conservés, compris tous travaux accessoires éventuellement nécessaires, et toutes sujétions d'exécution.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (*prévus séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier*).

POUR INFORMATION : L'ensemble de ces ouvrages seront déposés avec grand soins qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, et laissés à la disposition du Maître d'Ouvrage et stockés, ou enlevés suivant ses recommandations.

1.4.1.1 Dépose et repose avec réemploi de tableau, panneaux liège ou bois muraux, de tous types et de toute dimensions y compris supports de toutes natures.

Caractéristiques des ouvrages à déposer à titre indicatif :

L'entrepreneur aura à sa charge la dépose et la repose des ouvrages divers suivants sans que cette énumération soit limitative :

- Tableau ardoise.
- Tableau blanc.

- Panneau d'affichage.
- Patères.
- etc....

POUR INFORMATION : L'ensemble de ces ouvrages seront déposés avec soin et rangés dans l'enceinte du chantier, pour être reposé ultérieurement.

Localisation :

Suivant plan des existants & de la reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

- Dans l'ensemble des locaux concerné par les travaux

1.4.2 DÉMONTAGE SANS RÉEMPLOI D'INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES

Mise en place avant dépose et/ou démolition de toutes protections nécessaires.

Démontage et dépose en démolition des installations et équipements techniques, travaux effectués avec soin pour éviter toutes dégradations aux existants conservés.

Installations comprenant toutes tuyauteries de toutes natures, gaines, conduits, tous appareils de tous types, etc.

Descellement ou démontage de tous colliers, crampons, consoles et tous autres accessoires de fixation.

Avec/sans rebouchement des trous de scellement, suivant nécessités le cas échéant.

Ramassage et sortie de tous les matériaux, matériels et gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Compris toutes sujétions et tous autres travaux éventuellement nécessaires.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (*prévue séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier*).

Installations de plomberie - sanitaire, pouvant comprendre selon le cas :

- tuyauteries d'alimentation et d'évacuation, robinetteries, appareils sanitaires, et tous accessoires ;
- appareils de production d'eau chaude individuels ;
- installations de traitement d'eau, le cas échéant ;
- équipements de salles de bains ;
- équipements de cuisines ;
- cabines douches préfabriquées ;
- installations gaz, le cas échéant ;
- appareillages de commandes et liaisons électriques, le cas échéant ;
- et tous autres éléments de l'installation.

Installations électriques et courants faibles, pouvant comprendre selon le cas :

- conduits, tubes, moulures, etc., compris toutes fileries, câbles, etc., avec tous petits appareillages ;
- tous tableaux, armoires, coffrets, etc. ;
- appareil d'éclairage intérieur et extérieur, le cas échéant ;
- convecteurs ;
- chemins de câbles et câbles ;
- goulottes avec filerie ou câblage ;
- et tous autres éléments de l'installation.

Installations de chauffage individuel à eau chaude, pouvant comprendre selon le cas :

- appareil de production avec son raccordement au conduit d'évacuation, compris vidange de l'installation et désembouage ;
- réseau d'alimentation fuel ;
- tuyauteries de distribution avec robinetteries ;
- corps de chauffe de tous types avec robinetteries ;
- appareillages de commandes ;
- liaisons électriques depuis armoire divisionnaire ou tableau ;
- et tous autres éléments de l'installation.

Installations de chauffage collectif à eau chaude, pouvant comprendre selon le cas :

- tuyauteries des colonnes montantes et de distribution avec leurs robinetteries ;
- corps de chauffe de tous types avec robinetteries ;
- vase d'expansion ;
- et tous autres éléments de l'installation.

1.4.2.1 Dépose en démolition de l'ensemble des installations électriques et courants faibles à la charge des lots fluides.

Localisation :

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

- Ensemble des installations électriques et courants faibles dans la zone des travaux du bâtiment (*intérieures et extérieures*).

1.4.2.2 Dépose en démolition de l'ensemble des installations de plomberie - sanitaire à la charge des lots fluides.

Localisation :

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

- Ensemble des installations de plomberie - sanitaire dans la zone des travaux du bâtiment

1.4.2.4 Dépose en démolition de l'ensemble des installations de chauffage et ventilation à la charge des lots fluides.

Localisation :

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

- Ensemble des installations de chauffage et ventilation dans la zone des travaux du bâtiment

1.4.3 DÉPOSE OU DÉMOLITION DE PLAFONDS ET FAUX PLAFONDS

Mise en place avant dépose et/ou démolition de toutes protections nécessaires.

Dépose avec soin pour réemploi selon la nature des matériaux ou en démolition, selon spécifications ci-après, d'ouvrages de faux-plafonds de tous types et de toutes natures de matériaux.

Travaux exécutés avec soins, en prenant toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation, tant aux ouvrages eux mêmes, susceptibles de réemploi, qu'aux ouvrages contigus conservés.

Échafaudages de tous types et autres agrès, ainsi que l'utilisation de tous matériels nécessaires à l'exécution des travaux.

Plafond enduit en plâtre sur lattes :

- piquage de l'enduit plâtre en plafond, sous rampant ou entre solives apparentes, arrachage et démolition du lattes, lattes bois simple ou à l'italienne ou lattes mécanique en sapin, roseaux ou autres ;
- arrachage des clous, crampons.

Plafonds en briques plâtrière :

- démolition de plafonds en briques plâtrière enduites au plâtre ;
- enlèvement de tous accessoires de fixation sous le plancher tels que crochets, vis, clous, etc., selon le cas.

Faux-plafonds suspendus en plaques de plâtre :

- démolition de plafond en plaques de plâtre cartonnées simple ou double épaisseur ;
- démontage de toute ossature en bois ou en métal, primaire et secondaire selon le cas ;
- démontage des suspentes le cas échéant, dépose de toutes pointes, vis et autres accessoires de fixation.

Faux-plafonds suspendus en dalles, en bacs ou lames métalliques de tous types :

- dépose avec soin pour réemploi ou en démolition d'éléments de faux-plafonds, en dalles, en bacs ou lames métalliques de tous types ;
- dépose avec soin pour réemploi ou en démolition de l'ossature primaire et secondaire, le cas échéant ;
- démontage des suspentes, le cas échéant, et tous accessoires de fixation sous le plancher tels que crochets, vis, clous, etc., selon le cas.

Tous les travaux annexes et accessoires qui s'avéreront nécessaires en fonction des conditions de chantier rencontrées, avec notamment le cas échéant :

- la dépose des habillages, grilles, trappes, etc. rencontrés,
- tous coupements, descellements le cas échéant ;
- bouchement de tous les trous de fixation et exécution des raccords d'enduit, suivant nécessités le cas échéant.
- la dépose des installations électriques apparentes qui ne sont pas sous tension le cas échéant.

Dépose en démolition du matelas isolant indépendant au-dessus des faux plafonds suspendus le cas échéant.

Enlèvement des barrières coupe-feu dans le plénum s'il y a lieu ;

Les matériels et matériaux déposés seront, selon spécifications ci après :

- rangés dans l'enceinte du chantier à un emplacement défini en temps utile, pour être réemployés ultérieurement ;
- rangés dans l'enceinte du chantier à un emplacement défini en temps utile, pour mise à disposition du maître d'ouvrage ;
- acquis à l'entrepreneur et enlevés hors du chantier.

Ramassage, descente ou montée et sortie de tous les matériaux et gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Compris toutes sujétions et tous autres travaux éventuellement nécessaires.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (prévue séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier).

1.4.3.1 Démolition de plafonds et faux-plafond en matériaux de toutes natures y compris tous accessoires de fixation, toute ossature en bois ou en métal, primaire et secondaire selon le cas, compris isolant s'il y a lieu.

Dépose en démolition du matelas isolant indépendant au-dessus des faux plafonds suspendus en matériaux de tous types et de toutes épaisseurs y compris tous accessoires de fixation s'il y a lieu.

Localisation :

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

Ensemble des plafonds et faux plafond dans :

Rez-de-chaussée :

- Archives
- Salle de réunion
- Bureau 1
- Bureau 2
- Bureau 3
- Bureau 4
- Bureau 5
- Circulation

1.4.4 DÉPOSE OU DÉMOLITION DE REVÊTEMENTS DE SOL MINCES / REVÊTEMENTS MURAUX PVC

Dépose avec soin pour réemploi selon la nature des matériaux ou en démolition, selon spécifications ci-après, de revêtements de sol minces de tous types en lés ou en dalles, en matériaux de toutes natures, suivant le cas :

- revêtements de sol minces en plastique, linoléum ou caoutchouc, collés à simple ou double encollage, sur supports de toutes natures, compris relevés en plinthe, le cas échéant
- revêtements de sol en moquette ou en tapis textile collés, sur supports de toutes natures, compris relevés en plinthe, le cas échéant ;
- revêtements de sol en moquette tendue de tous types, compris coupe des coutures et arrachage des clous, le cas échéant et tous travaux accessoires tels qu'enlèvement des bandes à griffes, etc. et enlèvement de la thibaupe, le cas échéant ;
- revêtements de sol en dalles de moquette plombantes de tous types et de tous formats
- revêtements de marches et contremarches collés à simple ou double encollage, sur supports de toute nature, compris dépose sans réemploi des nez de marches de tous types sauf ceux rigides vissés, le cas échéant.

Coupe du revêtement en place pour obtenir une jonction rectiligne, avec les parties de revêtements conservées, le cas échéant compris traçage et toutes sujétions.

Dépose avec soin pour réemploi ou non, d'ouvrages accessoires métalliques rigides fixés par vis, tel que :

- bandes de seuils de tous types ;
- nez de marches de tous types ;
- couvre-joint de dilatation de tous types.

Compris arrachage des anciennes chevilles s'il y a lieu, et rebouchage des trous.

Compris ponçage du support après dépose.

Les matériels et matériaux déposés seront, selon spécifications ci après :

- rangés dans l'enceinte du chantier à un emplacement défini en temps utile, pour être réemployés ultérieurement ;
- rangés dans l'enceinte du chantier à un emplacement défini en temps utile, pour mise à disposition du maître d'ouvrage ;
- acquis à l'entrepreneur et enlevés hors du chantier.

Ramassage, descente ou montée et sortie de tous les matériaux et ouvrages déposés, le cas échéant, quels qu'ils soient et des gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Balayage du support.

Travaux exécutés avec soins par tous moyens appropriés en fonction de la nature des ouvrages, de leur mode de fixation, des conditions du chantier et de son environnement, en prenant toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation, tant aux ouvrages eux mêmes, susceptibles de réemploi, qu'aux ouvrages environnants conservés, compris tous travaux accessoires éventuellement nécessaires, et toutes sujétions d'exécution.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (*prévue séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier*).

1.4.4.1 Dépose sans réemploi de revêtements de sols PVC ou vinyle de tous types en lés compris plinthes PVC ou bois, collés sur supports de toutes natures, compris ponçage du support après dépose.**Localisation :**

Suivant plan des existants & de la reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

Rez-de-chaussée :

- Archives
- Salle de réunion
- Bureau 1
- Bureau 2
- Bureau 3
- Bureau 4
- Bureau 5
- Circulation

1.4.5 DÉPOSE OU DÉMOLITION D'OUVRAGES DE MENUISERIES INTÉRIEURES

Mise en place avant dépose et/ou démolition de toutes protections nécessaires.

Dépose avec soin pour réemploi ou sans réemploi, selon spécifications ci-après, d'ouvrages de menuiseries intérieures de tous types en bois ou métalliques et de toutes dimensions.

Dépose par tous moyens adaptés en fonction des ouvrages qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non et de leur mode de fixation compris tous travaux annexes et accessoires qui s'avéreront nécessaires à la dépose et au démontage, le cas échéant tels que :

- descellement des pattes de fixation et démontage d'autres types de fixation le cas échéant
- tous coupements nécessaires ;
- dépose des bâtis d'huissierie ou dormant, en bois ou en métal le cas échéant ;
- dépose de chambranle, contre-chambranle et ébrasements, le cas échéant ;
- dépose de tablettes, couvre-joints, baguettes, moulures, corniches, habillages, etc. le cas échéant.

Les matériels et matériaux déposés seront, selon spécifications ci après :

- rangés dans l'enceinte du chantier à un emplacement défini en temps utile, pour être réemployés ultérieurement ;
- rangés dans l'enceinte du chantier à un emplacement défini en temps utile, pour mise à disposition du maître d'ouvrage ;
- acquis à l'entrepreneur et enlevés hors du chantier.

Descente ou montée et sortie de tous les matériaux et ouvrages déposés, le cas échéant, quels qu'ils soient et des gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Compris toutes sujétions et tous autres travaux éventuellement nécessaires.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (*prévue séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier*).

1.4.5.1 Dépose en démolition de portes en bois de tous types et de toutes dimensions y compris bâtis d'huissierie ou dormants.**Localisation :**

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

- Dans les cloisons de distribution à démolir :

Rez-de-chaussée :

- Entre Archives et Salle de réunion
- Salle de réunion et circulation
- Entre bureau 1 et Hall
- Entre salle de réunion et dégagement

1.4.5.2 Dépose soignée de portes en bois de tous types et de toutes dimensions y compris bâtis d'huissierie ou dormants dans cloison conservée.**Localisation :**

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

Rez-de-chaussée :

- Entre bureau 1 et bureau 2
- Entre bureau 1 et circulation
- Entre Bureau 2 et bureau 3
- Entre bureau 2 et circulation
- Entre bureau 3 et circulation
- Entre Bureau 4 et bureau 5
- Entre bureau 5 et circulation
- Entre serveur et circulation

1.4.6 DÉMOLITION DE CLOISONNEMENTS INTÉRIEURS

Mise en place avant dépose et/ou démolition de toutes protections nécessaires.

Démolition de cloisonnements intérieurs en matériaux de toutes natures, par tous moyens appropriés en fonction de la nature de la cloison et des conditions rencontrées.

Cloisons jusqu'à 0,15 m d'épaisseur finie :

- soit en briques plâtrière ;
- soit en plaques de plâtre sur ossature bois ou métallique ;
- soit en carreaux de plâtre ;
- soit en bois de tous types ;
- soit en bois et remplissages de toute nature, ou autre.

Travaux exécutés avec soins, en prenant toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation aux ouvrages contigus conservés.

Mise en place avant démolition de toutes protections nécessaires.

Étaisements préalables si nécessaire.

Échafaudages de tous types et autres agrès, ainsi que l'utilisation de tous matériels nécessaires à l'exécution des travaux.

Coupelements propres au droit des jonctions avec murs ou autres cloisons conservés avant démolition.

Démolition de cloisons de distribution intérieures, comprenant notamment le cas échéant :

- la dépose avec soin des vitrages dans le cas de cloisons vitrées avec la pose sur chaque face de film de démolition auto adhésif pour réduire le risque de projection de verre pendant la dépose ou la démolition ;
- la dépose des huisseries et bâtis rencontrés ;
- la dépose de tous raidisseurs ou autres ossatures, tous coupelements, descellements et rebouchement de trous, le cas échéant ;
- enlèvement des matériaux isolants s'il y a lieu.

Démolition de doublages intérieurs, thermiques ou phoniques, avec isolant solidaire du parement ou cloison avec isolant indépendant, comprenant notamment le cas échéant :

- la dépose des raidisseurs ou autres ossatures le cas échéant ;
- tous coupelements ou descellements d'éléments de structure s'il y a lieu ;
- dépose des encadrements au droit des baies le cas échéant ;
- bouchement des trous de fixation sur la paroi le cas échéant ;
- brossage et nettoyage de la paroi et enlèvement de toutes parties d'isolant restées éventuellement collées dans le cas de doublage collé.

Les travaux de démolition également s'il y a lieu :

- les raccords d'enduit au mortier, sur les emprises de l'épaisseur des cloisons démolies sur sols de toutes natures avec arasement au nu fini du sol existant ;
- la dépose des installations électriques apparentes non sous tension ;
- la dépose préalable des plinthes, cimaises, etc. en bois, ainsi que des chambranles, moulures, etc....

Ramassage, descente ou montée et sortie de tous les matériaux et gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Compris toutes sujétions et tous autres travaux éventuellement nécessaires.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (prévue séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier).

1.4.6.1 Démolition de cloisons de distribution en matériaux de toutes natures y compris dépose préalable des plinthes, cimaises, etc. en bois, ainsi que des chambranles, moulures, etc.

Localisation :

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

- Ensemble des cloisons de distribution dans :

Rez-de-chaussée :

- Entre Archives et Salle de réunion
- Entre salle de réunion et dégagement

1.4.7 DÉPOSE POUR OU SANS RÉEMPLOI DE CLÔTURES EXISTANTES DE TOUS TYPES

Mise en place avant dépose et/ou démolition de toutes protections nécessaires.

Démontage et dépose de clôtures grillagées sur potelets de tous types, métalliques, béton ou bois, potelets enfoncés dans le sol ou scellés au sol dans petit massif ou dé en béton comprenant :

- dépose du grillage, des fils tendeurs, des tendeurs et des accessoires de fixation ;
- descellement dans le sol et dépose des potelets, jambes de force, etc.. le cas échéant, y compris travaux de terrassement nécessaires ;
- démolition de socles béton enterré, le cas échéant, y compris travaux de terrassement nécessaires ;
- remblaiement des trous en terre.

Les clôtures seront déposées en démolition ou avec soin pour réemploi selon spécifications ci-après, elles seront selon le cas :

- rangées avec soin à un emplacement défini en temps utile dans l'enceinte du chantier pour mise à disposition du Maître d'Ouvrage ou pour être réemployées ultérieurement ;
- acquises à l'entrepreneur et enlevées hors du chantier.

Ramassage et sortie de tous les matériaux et gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Travaux exécutés avec soins par tous moyens appropriés en fonction de la nature des ouvrages, de leur mode de fixation, des conditions du chantier et de son environnement, en prenant toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation, tant aux ouvrages eux mêmes, susceptibles de réemploi, qu'aux ouvrages environnants conservés, compris tous travaux accessoires éventuellement nécessaires, et toutes sujétions d'exécution.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (prévue séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier).

1.4.7.1 Démontage et dépose sans réemploi de clôtures ~ sur poteaux métallique scellés au mur.

Localisation :

Suivant plan des existants & de la reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

Sur la limite parcellaire :

- En limite Nord, au droit de l'accès à créer

1.4.8 DÉMOLITION DE MURS ET CLOISONS MAÇONNÉS EN SUPERSTRUCTURE

Mise en place avant démolition de toutes protections nécessaires.

Étaielements préalables si nécessaire, dispositifs à mettre en place à déterminer par l'entrepreneur.

Échafaudages de tous types et autres agrès, ainsi que l'utilisation de tous matériels, tels marteaux piqueurs, scies à disques, etc. nécessaires à l'exécution des travaux.

Démolition de tout ou parties de murs ou cloisons en maçonnerie de toutes natures, béton, ou autres et de toutes épaisseurs.

Exécution avec soin pour ne pas ébranler les parties conservées, selon le cas, par tous moyens appropriés en fonction de la nature de la maçonnerie et des conditions rencontrées.

Ramassage, descente ou montée et sortie de tous les matériaux et gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Compris toutes sujétions et tous autres travaux éventuellement nécessaires.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (prévue séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier).

1.4.8.1 Démolition de murs en maçonnerie de toutes natures ou béton et de toutes épaisseurs, y compris tous ouvrages béton incorporés, compris démolition des fondations en béton armé à la profondeur nécessaire et remblaiement après démolition.

Localisation :

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

Sur la limite parcellaire :

- En limite Nord, au droit de l'accès à créer

1.4.9 ÉLIMINATION SÉLECTIVE & TRANSPORT DES MATÉRIAUX, GRAVOIS ET DÉCHETS DE CHANTIER

L'opération sera conforme aux exigences de l'ensemble des lois et recommandations relatives à la valorisation des matériaux récupérés et à l'élimination des déchets dits ultimes. L'entreprise prendra toutes les dispositions pour éliminer ces déchets en respectant la réglementation, en vigueur depuis le 1er Juillet 2002 (Loi n° 92-646).

L'entreprise devra prévoir, au fur et à mesure de l'avancée des travaux, le tri sélectif et l'évacuation de l'ensemble des matériaux, provenant de la déconstruction, en centre de traitement, de valorisation, de remblaiement, ou d'enfouissement technique pour les matériaux y compris toutes sujétions et notamment chargement, signalisation, transport, droits de décharge et bordereau de suivi (BSD).

L'ensemble de la prestation concernant l'évacuation des gravois doit être exécutée conformément aux stipulations des règlements départementaux

et municipaux.

Enlèvement des déchets des travaux de dépose et de démolition en matériaux de toutes natures.

Comprenant :

- la location de bennes ou conteneurs d'un modèle répondant aux normes nécessaires en fonction du nombre de familles de déchets produits ;
- la mise en place de ces bennes ou conteneurs ;
- le renouvellement de ces bennes ou conteneurs au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- le repli des bennes ou conteneurs en fin de travaux ;
- le chargement des bennes ou conteneurs sur camion ;
- le transport des bennes ou conteneurs aux décharges habilitées selon la famille des déchets, par transporteur agréé ;
- le déchargement au centre de stockage, de traitement et d'élimination ou unité de recyclage ;
- les bons de décharge ou de prise en charge par le centre de traitement ;
- le règlement des frais de décharges et taxes de recyclage ;
- l'établissement des bordereaux de suivi de déchets, réglementaires ;
- la remise de ces bordereaux au Maître d'Ouvrage.

Élimination sélective au fur et à mesure de l'avancement des travaux de démolition, des matériaux et déchets résiduel vers un centre de stockage, de traitement et d'élimination, de regroupement et/ou unité de recyclage vers lesquels seront susceptible d'être acheminés les différentes catégories de déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir.

Actuellement, il existe trois classes de centres de stockage :

- Classe 1 pour les déchets spéciaux (amiante, goudrons, bois traités, etc....) ;
- Classe 2 pour les déchets ménagers et assimilés (en particulier déchets de chantier non triés) ;
- Classe 3 pour les déchets inertes.

Lieu de dépôt au choix de l'entrepreneur, à toute distance, tous droits de décharge et autres à la charge de l'entrepreneur.

Rappel des Articles L 541-3 et L 211-1 du Code de l'environnement.

- Il est interdit :
- d'abandonner des déchets. Est considéré comme un abandon tout acte tendant, sous le couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux, à soustraire son auteur aux prescriptions de la réglementation,
- de brûler des déchets à l'air libre,
- de mélanger certains déchets (ainsi les huiles usagées, les PCB, les fluides frigorigènes, les piles, les pneumatiques, les déchets d'emballages doivent être séparés des autres catégories de déchets),
- d'enfouir des déchets non ultimes,
- de déverser, laisser écouler, rejeter, déposer des matières susceptibles de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux et la pollution des sols,
- de déverser, laisser écouler, rejeter dans les égouts un déchet qui peut perturber le fonctionnement du réseau d'assainissement ou de la station d'épuration ou présenter un risque pour le personnel d'assainissement.

RAPPEL POUR INFORMATION : Conformément à la loi du 13 juillet 1992 réglementant l'élimination des déchets entre autres, ceux de chantier, repris dans la norme NF P 03.001, les soumissionnaires tiendront compte, dans leur offre, de l'élimination de leurs déchets et gravois, en fonction :

- Du classement des matériaux du BTP ;
- D'un règlement départemental ou communal sur le tri des déchets (Voir D.D.E. - DIRE - ADEME) ;
- De la nocivité des déchets telle que définie dans la norme :
- Déchets dangereux ;
- Déchets ménagers ;
- Déchets inertes.

Les évacuations de gravois, en incluent le tri sélectif des matériaux.

L'entrepreneur devra se renseigner de façon précise sur les lieux de décharge possibles. Aucun supplément ne sera admis par la suite, si le lieu de décharge vient à changer en cours de travaux.

Les prix remis devront comprendre tous les relais et manutentions nécessaires.

1.4.9.1 Evacuation des déchets, gravois et matériaux de toutes natures sauf amiante vers un centre de stockage, de regroupement ou de recyclage agréé suivant leur typologie compris transport, frais de décharges et établissement des Bordereaux de Suivi de Déchets.**Localisation :**

- Pour l'ensemble des déchets, gravois et matériaux de toutes natures (sauf amiante), issus de la démolition du bâtiment et de ses abords

1.5 RAPPEL DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE SUR LA PROTECTION ET LE NETTOYAGE DES OUVRAGES FINIS**1.5.1 PROTECTION DES OUVRAGES FINIS**

Tous les ouvrages du présent lot qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la réception définitive des travaux.

Cette protection pourra être constituée, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par un vernis, soit par tout autre moyen efficace.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le présent lot.

Tous les angles vifs et arêtes des ouvrages en bois tels que huisseries, bâtis, etc. devront être protégés pendant la durée du chantier par des baguettes ou autres procédés efficaces.

Tous les angles vifs et arêtes des revêtements devront être protégés pendant la durée du chantier par des baguettes ou autres procédés efficaces. L'entrepreneur prendra donc toutes dispositions, pendant toute la durée des travaux, pour assurer leur protection d'une manière durable et efficace. Il restera responsable de toute détérioration pouvant survenir en cours de chantier et devra la remise en état, à ses frais, de tous dommages, tant que la réception n'est pas prononcée. Il devra la réfection des ouvrages défectueux, soit en cours de travaux, soit à la réception. L'entrepreneur du présent lot est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception définitive des travaux.

Tous les frais de l'entrepreneur consécutifs aux prescriptions du présent article sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

1.5.2 NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE

Les nettoyages de mise en service pour la réception des ouvrages du présent lot seront aux frais du présent lot.

Pour la réception, l'entrepreneur aura à effectuer :

- le nettoyage aux 2 faces de toutes ses menuiseries et accessoires ;
- le nettoyage et lavage parfait aux 2 faces des vitrages de toutes ses menuiseries ;
- l'enlèvement de tous les déchets en provenance de ces nettoyages.

Ces nettoyages devront faire disparaître toutes les traces, projections et taches de plâtre, de mortier, de peinture, etc., tous les résidus des films de protection, etc.

Ces nettoyages ne devront en aucun cas détériorer les ouvrages, notamment les vitres qui ne devront pas être rayées.

Si le nettoyage n'est pas réalisé à la satisfaction de l'Architecte ou de son représentant, celui-ci pourra le faire réaliser par un intervenant extérieur, de son choix, et le montant de ces frais de nettoyage sera supporté par l'entrepreneur.

Tous les frais de l'entrepreneur consécutifs aux prescriptions du présent article sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES :

VARIANTE N°01 : REMPLACEMENT DES CLOISONS ENTRE LES BUREAUX

1.6 VARIANTE N°01 : REMPLACEMENT DES CLOISONS ENTRE LES BUREAUX

1.6.1 DÉMOLITION DE CLOISONNEMENTS INTÉRIEURS

Mise en place avant dépose et/ou démolition de toutes protections nécessaires.

Démolition de cloisonnements intérieurs en matériaux de toutes natures, par tous moyens appropriés en fonction de la nature de la cloison et des conditions rencontrées.

Cloisons jusqu'à 0,15 m d'épaisseur finie :

- soit en briques plâtrière ;
- soit en plaques de plâtre sur ossature bois ou métallique ;
- soit en carreaux de plâtre ;
- soit en bois de tous types ;
- soit en bois et remplissages de toute nature, ou autre.

Travaux exécutés avec soins, en prenant toutes dispositions pour ne causer aucune dégradation aux ouvrages contigus conservés.

Mise en place avant démolition de toutes protections nécessaires.

Étaielements préalables si nécessaire.

Échafaudages de tous types et autres agrès, ainsi que l'utilisation de tous matériels nécessaires à l'exécution des travaux.

Coupage propres au droit des jonctions avec murs ou autres cloisons conservés avant démolition.

Démolition de cloisons de distribution intérieures, comprenant notamment le cas échéant :

- la dépose avec soin des vitrages dans le cas de cloisons vitrées avec la pose sur chaque face de film de démolition auto adhésif pour réduire le risque de projection de verre pendant la dépose ou la démolition ;
- la dépose des huisseries et bâtis rencontrés ;
- la dépose de tous raidisseurs ou autres ossatures, tous coupements, descellements et rebouchement de trous, le cas échéant ;
- enlèvement des matériaux isolants s'il y a lieu.

Démolition de doublages intérieurs, thermiques ou phoniques, avec isolant solidaire du parement ou cloison avec isolant indépendant, comprenant notamment le cas échéant :

- la dépose des raidisseurs ou autres ossatures le cas échéant ;
- tous coupements ou descellements d'éléments de structure s'il y a lieu ;
- dépose des encadrements au droit des baies le cas échéant ;
- bouchement des trous de fixation sur la paroi le cas échéant ;
- brossage et nettoyage de la paroi et enlèvement de toutes parties d'isolant restées éventuellement collées dans le cas de doublage collé.

Les travaux de démolition également s'il y a lieu :

- les raccords d'enduit au mortier, sur les emprises de l'épaisseur des cloisons démolies sur sols de toutes natures avec arasement au nu fini du sol existant ;
- la dépose des installations électriques apparentes non sous tension ;
- la dépose préalable des plinthes, cimaises, etc. en bois, ainsi que des chambranles, moulures, etc.....

Ramassage, descente ou montée et sortie de tous les matériaux et gravois.

Stockage provisoire (sur le site) des déchets et tri sélectif des matériaux.

Mise en benne spécifique pour cet usage suivant la typologie des déchets, gravois et matériaux.

Compris toutes sujétions et tous autres travaux éventuellement nécessaires.

Nota : L'évacuation sélective des matériaux et gravois (*prévue séparément ci-après au § Élimination Sélective & Transport des Matériaux, Gravois et Déchets de Chantier*).

1.6.1.1 Démolition de cloisons de distribution en matériaux de toutes natures y compris dépose préalable des plinthes, cimaises, etc. en bois, ainsi que des chambranles, moulures, etc.

Localisation :

Suivant reconnaissance des existants faite par l'entrepreneur lors de sa visite sur le site :

- Ensemble des cloisons de distribution dans :

Rez-de-chaussée :

- Entre Bureau 1 et circulation
- Entre Bureau 1 et bureau 2
- Entre bureau 2 et circulation
- Entre bureau 2 et bureau 3
- Entre bureau 3 et circulation
- Entre bureau 4 et circulation
- Entre bureau 4 et bureau 5
- Entre bureau 5 et circulation